

Dissidences

ISSN : 2118-6057

Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat, Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, 317 p.

04 November 2011.

Frédéric Thomas

🔗 <http://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=710>

Frédéric Thomas, « Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat, Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, 317 p. », *Dissidences* [], Mars 2012, Nos archives du mois : anticolonialisme, 04 November 2011 and connection on 22 July 2024. URL : <http://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=710>

PREO

Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat, Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008, Paris, Éditions Amsterdam, 2008, 317 p.

Dissidences

04 November 2011.

Frédéric Thomas

🔗 <http://preo.u-bourgogne.fr/dissidences/index.php?id=710>



Coordonné par
Ahmed Boubeker
et Abdellali Hajjat

**HISTOIRE
POLITIQUE
DES IMMIGRATIONS
(POST)COLONIALES**

France, 1920-2008

Éditions Amsterdam

- 1 Cet intéressant ouvrage interroge la mémoire collective, l'histoire et la variété d'expériences et d'identités des immigrations en France, à travers des analyses et des entretiens avec des acteurs engagés. Le

livre est composé en quatre parties. La première étudie les mouvements noirs, algériens et vietnamiens dans l'entre-deux-guerres. Les auteurs mettent en exergue à la fois le soutien du parti communiste et, en même temps, son ambiguïté et les limites de l'articulation entre révolution nationale et révolution socialiste. L'espoir soulevé et vite retombé du Front populaire pour un changement de politique dans les colonies fut un moment charnière pour les différents autonomistes et indépendantistes.

- 2 La deuxième partie est consacrée à l'émergence, entre 1968 et 1981, de la figure du « travailleur immigré ». Ces années sont marquées par des mobilisations sur lesquelles les articles reviennent : grèves des OS immigrés à Renault-Billancourt, mouvement des foyers SONACOTRA, Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA) et Comités Palestine, ... Alain Morice problématise l'idée reçue selon laquelle c'est la crise qui a engendré ou accéléré le racisme et la politique de fermeture des frontières. Il montre que la première cause des mesures autour de 1972, les circulaires « Marcellin-Fontanet » (liant l'obtention d'une carte de séjour à un contrat de travail et un logement « décent ») est à rechercher dans « le réveil de la combativité des immigrés » et « une restructuration en profondeur de l'appareil industriel ». L'article de Michelle Zancarini-Fournel, pour sa part, avance une hypothèse qui me semble problématique : les manifestations des groupes d'extrême gauche, en mars 1971 et juin 1973, contre la tenue d'un meeting de l'organisation d'extrême droite Ordre nouveau auraient donné une « forme de publicisation », une plus grande visibilité à cette organisation. D'une part, c'est accrédi-ter la thèse telle quelle de la police, sans l'interroger ni apporter d'autres arguments. D'autre part, c'est laisser sous-entendre qu'il eut mieux valu ne pas protester et que l'extrême gauche porte, involontairement, une grande part de responsabilité dans la visibilité d'Ordre nouveau ; deux thèses controversables. Notons aussi, parmi les articles, le très bon texte d'Abdellali Hajjat sur les Comités Palestine et le MTA, texte dans lequel il explique la proximité de la Gauche Prolétarienne (GP) et du MTA.
- 3 La troisième partie, presque exclusivement composée d'entretiens, revient sur les années 80 et 90, marquées par la Marche des Beurs en 83, la montée du Front National, la création de SOS Racisme, et les révoltes de banlieues rythmées par les exactions, autres « bavures » policières et les crimes racistes. La parole donnée à des ac-

teurs/trices, membres de différents mouvements, organisations de ces années (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), Comité National contre la Double Peine (CNDP), DiverCité, ...) en fait l'une des parties les plus intéressantes du livre. Plusieurs articles reviennent sur les contradictions et les limites de l'espoir, de l'enthousiasme soulevés par la Marche des Beurs, et sur l'instrumentalisation médiatique de SOS Racisme, servant à couvrir d'un manteau homogène, moralisateur et humanitaire, les initiatives politiques, qui naissaient en banlieue et au sein de l'immigration. De même, plusieurs intervenants montrent, contre la violence symbolique de « l'universel abstrait » de la République, la reprise et le retournement de termes jugés péjorativement par l'Etat et les médias : Jeunes Arabes de Lyon et Banlieue (JALB), Femmes Françaises Et Musulmanes Engagées (FFEME), ... Par ailleurs, contrairement à la logique binaire, les différentes personnes soulignent la complexité, les antagonismes, mais aussi les passerelles entre engagements identitaires et revendicatifs dans les « quartiers ». Enfin, l'entretien avec Tarik Kawtari, l'un des fondateurs du MIB en 1995, un des mouvements les plus intéressants de ces dernières années, est passionnant. Mais il est dommage qu'aucun article ne soit consacré à l'étude du MIB pour venir enrichir cet entretien.

- 4 La quatrième partie traite des « nouvelles figures et mutations des luttes de l'immigration » autour, notamment, de textes sur les mouvements noirs et féministes, d'un entretien avec Salah Amokrane sur la liste Motivé-e-s à Toulouse, et d'une charge de Nacira Guénif-Souilamas contre l'organisation Ni Putes Ni Soumises (NPNS). Si l'argumentation de cette dernière porte, il n'en demeure pas moins qu'il manque une analyse de la légitimité médiatique de NPNS et de son instrumentalisation politique, et une étude comparative avec la stratégie de SOS Racisme - analyse et étude ici seulement à peine esquissées.
- 5 La conclusion, enfin, dresse une périodisation, à travers des moments charnières, intéressante, mais peut-être un peu trop schématique. Elle permet cependant de souligner les différentes générations politiques de l'immigration, les passerelles autant que les barrages entre celles-ci.

- 6 Le livre montre que les luttes et organisations des immigrations et des banlieues sont traversées de la question de l'autonomie ou, plus exactement ces trente dernières années, de la volonté d'autonomisation par rapport à l'État, mais aussi par rapport aux associations, syndicats et partis, fussent-ils d'extrême gauche. Cela revient comme un leitmotiv : « Prendre la parole et la garder vaille que vaille, choisir son cap politique et le suivre malgré toutes les ingérences extérieures, c'est le parti de l'auto-organisation » (p. 186). Cette revendication se nourrit malheureusement des limites, voire de l'impasse de la participation (ou des alliances) à des organisations syndicales et politiques. À ce propos, on se réjouira de lire le récit mordant de l'expérience de Kahina X au sein des Verts dans les années 90 : « Lorsqu'en 1994, j'ai parlé des discriminations racistes dans les partis politiques (j'étais la seule élue « d'origine »... sur une assemblée de 157 élus), j'ai évidemment été accusée de communautarisme (...). Enfin, le reproche « de trop parler des jeunes immigrés » (et moi qui croyais qu'ils étaient Français !) « alors qu'ils ne votaient même pas ! » (pour eux, les ingrats !) était devenu récurrent (...). Pour nuancer le propos, on peut dire que vos connaissances sont quand même reconnues, car bien sûr, en tant que déléguée aux affaires indigènes, et représentante des « bureaux arabes », vous êtes sollicitée sur les questions de matériel « tombé du camion » dans les quartiers, de cours du prix du chameau (pour les mariages arrangés), de mouton dans l'ascenseur et autres talibanneries... » (p. 308).
- 7 Plus décourageant semble être le fait que cette attitude se reproduise au sein de l'extrême gauche. C'est d'autant plus malheureux que les révoltes de banlieues de 2005 n'ont pas eu de débouchés (explicitement) politiques. Ainsi, Saïd Bouamama consacre un article à cette question. Il montre les tensions et les contradictions autour des conceptions de l'autonomie, de l'articulation entre revendications spécifiques et revendications globales, de la laïcité et, plus généralement, des classes sociales et des clivages sociaux. Cependant, pour la période récente, l'article manque de nuances. Il ne s'appuie en effet que sur des citations de Lutte Ouvrière (LO), en prétendant que celle-ci « peut ici fonctionner comme un analyseur de l'extrême gauche dans la mesure où cette organisation pousse à l'extrême des logiques qui seront nuancées par d'autres organisations » (p. 246). Cela me paraît plus que discutable ! Il aurait été bien plus judicieux de compa-

rer entre elles les positions de la LCR, du POI, de LO, mais aussi des groupes libertaires, des Autonomes et d'autres. Sûrement se serait dégagé alors un spectre plus varié de positionnements au sein de l'extrême gauche.

- 8 De manière plus générale, il est dommage qu'aucun article n'ait été consacré aux rendez-vous partiels et/ou manqués entre mouvements des sans-papiers, manifestations anti-CPE et révoltes des banlieues. Cela aurait permis d'illustrer au plus près les questions d'autonomies, d'alliances, d'absence de débouchés politiques et d'articulation ou collision des luttes. Par ailleurs, au fil des pages, transparait l'importance et la richesse d'une production culturelle liée aux luttes, depuis le théâtre des rues, la création de médias jusqu'au concerts Rock Against the Police, le groupe ZEBDA et la popularisation du rap. Un article consacré à cette dimension culturelle aurait eu toute sa place ici. Ce livre, en donnant la parole aux principaux intéressé-e-s, a voulu faire une histoire politique des immigrations en France. Il y est largement arrivé. Espérons que son appel à ce que « de plus amples recherches sur cette histoire » se développent, soit entendu.

Mots-clés

Immigration, Historiographie

Frédéric Thomas